

(Source : [Counterpunch](#) – Traduction par [Le Grand Soir](#))



Le 15 mars 2017, la Commission économique et sociale des Nations-Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) a publié un rapport sur les pratiques et les politiques israéliennes à l'égard des Palestiniens. Utilisant le droit international comme critère de comparaison, **le rapport est arrivé à la « conclusion définitive » que : « Israël est coupable de pratiques d'apartheid ». Le terme apartheid n'a pas été utilisé dans le rapport simplement de manière « péjorative ». Il a été utilisé, dans son acception légale, en tant que terme approprié pour **décrire des faits fondés sur des preuves.****

Les protestations immédiates des États-Unis et d'Israël ont été si véhémentes que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans un acte de forfaiture morale, a ordonné le retrait du rapport. La responsable de la CESAO, la diplomate jordanienne Rima Khalaf, a décidé qu'elle ne pouvait pas, en conscience, accepter cela, et elle lui a donc présenté sa démission.

La couverture médiatique

Le premier article du *New York Times* sur l'incident ne s'est pas vraiment intéressé à l'exactitude des données contenues dans le rapport. Cela aurait pourtant au moins permis aux lecteurs du *Times* de s'informer sur les conditions réelles de vie des Palestiniens sous la domination israélienne. A la place, l'article remet en question le rapport et les personnes impliquées dans sa rédaction. Par exemple, le *NYT* nous dit que « *le rapport a provoqué l'indignation d'Israël et des Etats-Unis* ». Il cite les paroles de l'ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations-Unies, Nikki R. Haley : « *Lorsque quelqu'un publie un rapport mensonger et diffamatoire au nom de l'ONU, il est normal que cette personne démissionne.* » **Il n'est nulle part fait mention dans l'article du NYT que l'accusation de Mme Haley selon laquelle le rapport est mensonger, est elle-même mensongère.** Un autre article du *NYT* est à peine plus honnête.

Commentaire :

Le NewYork Times coupable de « fake news »? Bientôt ce journal pourra être poursuivi en justice et censuré des médias sociaux. Oui, je me permets de rêver.

Le *NYT* a bien mentionné, toutefois, que, parmi les auteurs du rapport, il y avait Richard Falk, l'ancien enquêteur des droits de l'homme de l'ONU. Falk a servi pendant six ans comme Rapporteur Spécial des Etats-Unis pour les Territoires Occupés. Selon le *NYT*, sa présence a dû « *irriter de nombreux soutiens d'Israël qui le considèrent comme un antisémite* ». **Il y a quelque chose de troublant lorsqu'un journal qui prétend représenter l'incarnation du journalisme professionnel, relaie de telles insultes sans en faire une analyse correcte.**

Commentaire :

Business as usual.

[Richard Falk](#), qui est juif, a derrière lui un parcours sans faute, tant au niveau de ses états de services universitaires que publics. Sa réputation d'honnêteté et de dévouement à la cause des droits de l'homme en fait une expression vivante des plus belles valeurs juives. Il a donc tout à fait le droit de dire : « *J'ai été diffamé dans ces tentatives de discréditer le rapport - une étude qui « tente de son mieux d'examiner les preuves et d'analyser la loi applicable de manière professionnelle.* »

Le comportement d'Israël

Quand on analyse objectivement le comportement d'Israël, il est difficile de nier la réalité brutale de ses pratiques officiellement tolérées.

Le 17 mars 2017, au moment même du retrait forcé du rapport de la CESAO, le Département d'Etat des États-Unis a publié un rapport sur « *les graves violations commises contre les enfants palestiniens vivant sous occupation militaire israélienne* ». Ce rapport faisait partie du rapport annuel du Département sur « *Les pratiques en matière de droits de l'homme dans le monde* ». **Parmi les problèmes cités figuraient la pratique israélienne de la détention illégale, les aveux forcés, et le recours excessif à la force, y compris la torture et les meurtres.**

Commentaire :

Business as usual.

Habituellement, ces rapports annuels sur les droits humains sont rendus publics par le Secrétaire d'État. Cette année, Rex Tillerson, qui occupe actuellement ce poste, n'était nulle part en vue. Et, bien sûr, le président Trump n'a consacré aucun de ses fameux tweets au comportement barbare d'Israël.

Plus tôt dans l'année, le 8 février 2017, on a appris que « *Israël a interdit l'entrée des gaz anesthésiants dans la bande de Gaza.* » Il y a environ 200 patients à Gaza en attente de soins chirurgicaux ; certains d'entre eux vont mourir à cause de l'interdiction d'Israël.

Une semaine plus tard, le 14 février 2017, on a appris que des responsables israéliens faisaient chanter des patients palestiniens qui demandaient l'autorisation d'entrer en Israël pour recevoir des soins médicaux indispensables. Un jeune de Gaza, âgé de 17 ans, souffrant de cardiopathie congénitale et ayant besoin d'un remplacement valvulaire cardiaque « *a été explicitement informé que [pour quitter la bande de Gaza] et être opéré, il devrait coopérer avec les forces de sécurité et espionner pour le compte d'Israël.* » Il a refusé, et il est mort peu après. Cette tactique israélienne n'est ni exceptionnelle, ni nouvelle.

Du chantage et encore du chantage

Les Nations-Unis se sont rendues coupable d'une faute morale en retirant le

rapport de la CESAO parce que le Secrétaire général Guterres a décidé d'entériner un déni de réalité – la réalité de la pratique de l'apartheid en Israël.

Et aussi sans doute parce que, entre deux réalités, Guterres a privilégié celle de sa survie financière menacée par la promesse étasunienne à peine voilée de mettre les Nations-Unies en faillite. **C'est bien sûr du chantage. Il est intéressant de noter que le chantage à l'argent exercé par les États-Unis sur l'ONU fait écho à celui exercé par le lobby sioniste dans les couloirs du Congrès.**

Commentaire :

Business as usual.

Il est évident que les Nations Unies, sans parler des politiciens étasuniens, ont besoin de diversifier leurs sources de revenus. Ma femme Janet a suggéré une fois que les Nations Unies se voient accorder le droit d'exploiter et tirer profit de toutes les ressources sous-marines. Ce n'est pas une mauvaise idée. De même, les politiciens étasuniens doivent accepter ou être obligés de faire appel à des fonds gouvernementaux pour leur campagne au lieu d'être contraints à se vendre au plus offrant.

Cependant, ces changements ne seront pas pour tout de suite. Telles que les choses se présentent aujourd'hui, la réalité en Palestine est ce que les Étasuniens et les Israéliens décident qu'elle est, parce que les politiciens et les dirigeants internationaux ne peuvent littéralement pas se permettre de s'opposer à leur vision corrompue de la situation.

Par Lawrence Davidson, professeur d'histoire à L'Université de West Chester à West Chester, PA.

Traduction : J.M.

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)
[Pinterest](#)

À lire également :



Despotisme et mépris des peuples



Démocratie, disent-ils...



En bref - Glissement de terrain meurtrier en Ouganda



États-Unis : Comment la démocratie s'achète